

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE :

BUREAU

HONNEUR ET PATRIE 8

PRIX

DU JOURNAL,

DE L'ABONNEMENT

Rue Perez Castellanos n. 162.

Le PATRIOTE paraît trois fois la semaine, le DIMANCHE, le MERCREDI et le VENDREDI. On souscrit au bureau du PATRIOTE, où on adresse les lettres et avis à M. JH. REYNAUD, propriétaire gérant.

2 PATACONS par mois.

EUROPE.

FRANCE.

AFFAIRES DE LA PLATA.

Rapport fait par M. Daru, au nom de la commission des crédits supplémentaires, sur des projets de loi portant demande de deux crédits montant ensemble à 2,500,000 fr. sur l'exercice 1849 et destinés à payer le subside dû par la France au gouvernement oriental.

(Suite.)

Souscrivez, messieurs, à ces conditions, et vous verrez le général Rosas se poser dans toute la confédération comme le vainqueur de la France (1); son prestige en sera augmenté; mais le vôtre, que sera-t-il devenu? Vous aurez donc gagné de cause à la Confédération sur tous les points; vous vous serez mis complètement en désaccord avec vos précédents; vous vous serez discrédités, par conséquent, aux yeux de ces populations. Est-ce à ce prix que vous croyez acquiescer la première chose dont vous ayez besoin, la comme partout, la plus que partout, l'estime? Est-ce ainsi que vous croyez fonder une paix durable? Ne l'espérez pas; vous auriez ainsi une trêve, pas autre chose; une paix incertaine, précaire, et par ce même motif. Ecoutez, messieurs, les paroles d'un homme qui écrivait, en présence des faits, sur les lieux. Voici un extrait de la dépêche du 23 août 1848 de M. Gros, ministre plénipotentiaire du Gouvernement français: «Si on ne prend pas promptement, disait-il, une détermination, bien ôt, ayant perdu toute force, toute dignité dans le pays, ayant somme toute Rosas de respecter l'indépendance de l'Uruguay que nous avons en quelque sorte garantie, ayant armé une population que nous aurions créée, nous parlerions sans être écoutés, nous aurions perdu toute considération, toute influence, et, en dernière analyse, un fait resterait dominant tous les autres: nous aurions livré Montevideo à Rosas, après avoir intimé à Rosas l'ordre de respecter Montevideo.»

Mais, nous dit-on, l'Angleterre accepte ce traité dont vous ne voulez pas.

A cela nous répondrons, d'abord, que le cabinet anglais n'a pas de traité particulier avec Oribe; et que, dans la convention avec le général Rosas, certaines clauses, notamment celle du désarmement, ne se retrouvent pas; que ces deux situations ne sont donc pas identiques.

En second lieu, l'Angleterre n'a pas les mêmes intérêts que nous dans la Plata; il ne faut pas s'y tromper. Le principal foyer de son commerce est à Buenos Ayres. Là, elle domine; là, elle a des établissements considérables; les plus grands capitaux y sont entre ses mains. On conçoit donc qu'elle ménage le dictateur Rosas.

Montevideo est pour nous ce que Buenos Ayres est pour les Anglais. La liberté des institutions, la sympathie des indigènes, les mœurs, la beauté du climat, la richesse du sol y ont appelé, depuis quelques années, nos nationaux. La population orientale consiste dans 90,000 habitants éparés sur 15,000 lieues carrées. Il en résulte que la main-d'œuvre, y est très chère. Les premiers émigrants français, simples ouvriers pour la plupart, y acquiescent promptement de l'aisance. Au bout de deux ans, ils avaient une maison, un champ; ils s'y fixaient: le tout, grâce à l'élévation des salaires qui atteignaient 10 et 12 fr. pour des professions ordinaires, ne descendant jamais au-dessous de 5 fr., dans un pays où la viande ne coûte presque rien, et où le pain et le vin ne sont pas beaucoup plus chers qu'en France. Aussi les progrès de notre émigration furent-ils rapides. De 1836 à 1842, tandis qu'on comptait à peine 850 émigrants anglais, 13,765 Français étaient venus s'établir à Montevideo. Ils y avaient répandu le goût de nos produits, de nos soies, de nos vins, de nos articles de mode; nos exportations s'en trouvaient bien; nos échanges s'élevaient, en 1842, à plus de 20 millions; l'intérêt supérieur et dominant de la France est évidemment là.

(1) Voir la dépêche de M. Le Prédour, du 20 février 1849.

Les choses ont changé depuis cette époque. La guerre et un long siège ont chassé de l'état oriental le commerce et avec le commerce la plus grande partie de nos nationaux. Ils ont été chercher fortune ailleurs: ils se sont rendus à Buenos Ayres en assez grand nombre. Ce n'est pas la première fois que cela leur arrive. Dans ces temps de troubles, notre émigration, colonie en quelque sorte nomade, campe tour à tour sur l'une ou l'autre rive de la Plata, et transporte, selon les circonstances, son industrie de Montevideo à Buenos Ayres, et de Buenos Ayres à Montevideo (2). Mais il est digne de remarque que, toujours, la paix faite, nos compatriotes ont repris le chemin de l'état oriental, où tout les attire, tandis que tout les repousse de la confédération, dans le sein de laquelle on ne peut assez librement parler, agir, ni fonder.

Il y a enfin une autre raison qui explique la diversité de la France et de la Grande Bretagne. Le Brésil nous a témoigné de tout temps une grande sympathie. Le gouvernement brésilien, en parfait accord avec nous, est sur certains points en désaccord avec le cabinet anglais, auquel par exemple, il a récemment refusé le renouvellement de son traité de commerce. De là des froissements; et l'on conçoit dès lors que le gouvernement de la Grande Bretagne puisse se montrer moins préoccupé que le nôtre de donner satisfaction au cabinet impérial (3).

Tels sont les motifs qui justifient, à nos yeux, la diversité de deux lignes de conduite suivies par les puissances médiatrices autrefois unies. L'Angleterre n'a pas le droit ni sans doute l'intention de s'en plaindre; car elle a d'abord ratifié le traité sans nous en prévenir; et ensuite, elle nous a rendu, il y a quelques mois, en 1848, même un peu brusquement, nous osons le dire, notre liberté d'action. Chacun des deux gouvernements peut donc désormais consulter ses seuls intérêts, sans avoir à craindre par là de mécontenter l'autre.

Nous croyons avoir suffisamment établi, par ces diverses considérations, que le traité de M. Le Prédour ne peut pas être ratifié dans sa forme et dans sa teneur actuelles.

Nous ajoutons que la situation de la France dans le Rio de la Plata ne peut pas rester ce qu'elle est. Il y a quelque chose en effet de trop étrange et de trop contradictoire à payer un subside aux Montevideos, pour qu'ils puissent continuer à se défendre, et en même temps à lever le blocus, à laisser le commerce concentrer ses opérations à Buenos Ayres, et payer, sous forme de douane, un subside aux Argentins pour qu'ils puissent continuer à attaquer Montevideo. C'est véritablement le moyen d'alimenter, d'éterniser la lutte à nos dépens, et au préjudice de tous les intérêts. M. l'amiral Le Prédour l'a fort bien senti; il a maintes fois exprimé à cet égard ses doléances. «Si vous voulez que je traite avec le général Rosas», répète-t-il sans cesse dans sa correspondance, «modifiez un état de choses qui lui profite au lieu de lui nuire.» Il faut évidemment sortir d'une telle situation, qui nous coûte 5 ou 6 millions par an, et ne peut nous conduire à rien. Quel en est le moyen?

Ici l'embarras commence. Il n'y a pas de solution, parmi toutes celles jusqu'ici présentées, complètement satisfaisantes. A toutes, on peut faire des objections. Il n'y a guère que le choix des inconvénients. Nous allons indiquer en quoi elles consistent.

Faut-il recourir à des négociations nouvelles? Faut-il essayer d'obtenir par cette voie des modifications au projet de M. Le Prédour? Faut-il envoyer un ultimatum au gouvernement argentin, et attendre la réponse à cet ultimatum?

(2) En ce moment, M. l'amiral Le Prédour estime, de la manière suivante, la répartition de l'émigration française dans les deux états.

A Montevideo.....	4 000	8,000
Dans la république orientale.....	4 000	
Buenos-Ayres.....		8,000

Total de l'émigration française.....16,000

(3) «Le gouvernement brésilien, dit M. l'amiral Le Prédour, dans une dépêche du 21 juillet 1849, semble peu satisfait du rapprochement qui vient de s'opérer entre la France et la république de la Plata. Il craint que, le général Rosas, une fois réconcilié avec nous, ne lui déclare la guerre.»

matum pour se décider, selon les circonstances, à traiter ou à agir? Ces deux partis seraient acceptables, si l'on pouvait croire à des concessions de la part du général Rosas. Mais peut-on raisonnablement en espérer? Le doute est au moins permis à cet égard: d'abord, parce que nous n'en avons jamais obtenu; ensuite, parce que, si l'on consulte la correspondance de M. l'amiral Le Prédour, on y verra, dans une dépêche du 25 mai 1849, que «le moindre changement apporté dans cette convention, empêcherait la paix de se conclure.» Il faut donc la prendre telle qu'elle est; impossible d'y introduire la moindre modification: la paix est à ce prix.

Or, si telle était la disposition du général Rosas au moment où il traitait avec notre amiral, combien sa résolution ne doit-elle pas être affirmée, depuis que le gouvernement anglais a donné sa ratification! A quel titre, en effet, et pourquoi obtiendrions nous des avantages que l'Angleterre n'aurait pas obtenus? L'approbation de lord Palmerston n'est-elle pas, dans les mains de M. Arana, un moyen puissant et une raison péremptoire de rejeter toutes nos demandes?

De nouvelles négociations, ou l'envoi d'un ultimatum, ne seraient donc, au fond, et à notre avis, qu'un moyen de gagner du temps. Dès lors toute la question est de savoir si le temps est pour ou contre nous.

Remarquons d'abord que la politique d'attermoiement ne nous a pas très-bien réussi jusqu'à présent. Nous l'avons suivie depuis 1845, et nous sommes aujourd'hui un peu moins avancés que nous ne l'étions au début.

Ensuite, cherchons à nous rendre bien compte de l'effet que produirait, sur les deux rives de la Plata, la nouvelle de l'envoi d'un négociateur, avec ou sans ultimatum, autrement dit, la nouvelle d'un ajournement.

Le Gouvernement argentin comprendra tout d'abord (et comment ne comprendrait-il pas) que notre patience est à bout: que la France, sortant du rôle qu'elle a trop long-temps joué, va prendre une résolution? On peut compter qu'avec son habileté et son activité ordinaires, il saura mettre le temps à profit. S'il est vrai que des résistances se lèvent de quelques côtés, tranquille à notre égard pour six mois, il les écrasera. Il tournera, par exemple, ses troupes contre le Paraguay en armes. Il essaiera peut-être d'emporter Montevideo de vive force, car il a un intérêt évident à le faire. Comment nous laisserait-il une telle base d'opération, s'il croit à une action prochaine et sérieuse de notre part? Comment hésiterait-il à nous fermer l'accès du seul port par lequel nous puissions pénétrer dans l'intérieur du continent américain? Notre escadre pourra-t-elle l'en empêcher? Voici ce qu'écrivait à cet égard M. l'amiral Le Prédour, dans sa lettre du 25 mai 1849: «Vous sentirez, monsieur le ministre, combien il est urgent de presser les conclusions du traité pour nous sauver au moins la douleur de voir Montevideo succomber sous nos yeux, en nous contraignant nous-même à quitter la Plata, ce qui serait la conséquence immédiate de la prise de cette ville.»

D'un autre côté, la perspective de six mois de souffrances, ajoutées à cinq années de misères, l'incertitude de l'avenir, pourront bien porter le découragement de la population de Montevideo à son comble.

Deux partis divisent cette malheureuse ville. L'un veut se rendre, l'autre veut résister. Ce dernier est composé des exilés de Buenos Ayres, qui couvent de longs ressentiments, et d'étrangers, français, espagnols, italiens, qui ont pris les armes, il y a quelques années, et se sont ainsi compromis. Les uns et les autres paraissent décidés à ne pas accepter de capitulations: ils l'ont déclaré formellement au président Suarez; ils craignent la vengeance du vainqueur. Le peuple, au contraire, est fatigué d'un siège qui dure depuis cinq ans. L'excès de ses souffrances peut donc le conduire, dans un moment de désespoir, à ouvrir ses portes aux troupes argentines. Qu'arrivera-t-il alors? Nul ne peut le prévoir: mais une grande catastrophe est certainement à redouter.

Notre crainte est donc celle-ci. En envoyant un ultimatum, en attendant la réponse à cet ultimatum pour prendre un parti, en ajournant jusque-là toute détermination, le Gouvernement français s'expose à voir l'état présent des choses se modifier, dans l'intervalle, à son plus grand préjudice; il s'expose à ce que, plus tard, si l'emploi de la force était reconnu nécessaire, au lieu d'avoir

seulement à soutenir, à développer des moyens de résistance déjà existants, il a dû en créer là où il n'en existait plus. Alors, toute action deviendrait bien autrement difficile, embarrassante et dangereuse.

Au début, dit M. Daffaudis dans sa dépêche du 10 mai 1847, « l'armée brésilienne, renforcée de 12 à 1,500 Anglo-Français, eût facilement atteint l'objet de l'intervention.

« En 1846, si les gouvernement médiateurs eussent en voyé de 4 à 6,000 hommes de troupes, le même résultat eût été produit. »

Aujourd'hui, d'après la dépêche du 20 février 1849, il en faudrait, dit M. l'amiral Le Prédour, au moins 8,000.

Dans six mois il en faudra peut-être le double.

Voilà la valeur du temps. L'effort est en raison directe de la puissance de l'adversaire que l'on doit rencontrer. Quand on laisse grandir et se développer la force de cet adversaire, quand on y contribue en quelque sorte soi-même, et comme à plaisir, il ne faut pas s'étonner ensuite de la difficulté de la tâche à remplir, et de l'étendue des sacrifices que la lutte exige.

Nous croyons avoir démontré ;

Qu'on ne peut demander dans la situation où l'on est ;

Qu'on ne doit pas accepter le traité de M. Le Prédour dans sa teneur actuelle ;

Qu'on se flatterait vainement d'obtenir, par des négociations, ou par l'envoi d'un ultimatum, des modifications à ce traité ;

Que le temps perdu à des démonstrations stériles serait un danger.

Dès lors, il n'y a que deux partis à prendre, et la question se réduit à des termes fort simples.

Il faut ;

Ou tout abandonner, se retirer, quant à présent, de la question ;

Ou substituer une action quelconque, sous une forme différente, au mode actuel d'intervention, au paiement du subsidie. C'est entre ces deux systèmes qu'on doit nécessairement choisir.

Faut-il se retirer de la question, tout en refusant de ratifier le traité, et en proclamant bien haut que le Gouvernement français n'abandonne pas ses justes griefs, qu'il remet seulement à d'autres temps le soin d'en pourvoir la juste réparation ? Nous préférons, sans contredire, cette résolution au *statu quo*, qui est ruineux, à des négociations qui seraient stériles, ou à la ratification du traité de M. Le Prédour, qui ne satisfait pas, selon nous, aux justes prétentions et aux droits de la France. Mais ce parti laisse en échec notre réputation et notre influence politiques, paralyse pour longtemps notre commerce et notre émigration dans la Plata, sacrifie 30 millions qui se trouvent dépensés en pure perte, jette dans l'arrière les nombreuses réclamations de nos nationaux, c'est-à-dire le recouvrement de plusieurs millions, et enfin nous prépare pour l'avenir des difficultés sans nombre, par ce même que notre dignité et notre pavillon auraient reçu une certaine atteinte. Par contre, cette conduite est franche et ne trompe personne ; elle n'entretient pas des espérances que, dans six mois, nous serons peut-être hors d'état de réaliser ; elle n'implique pas la renonciation à nos droits, tels qu'ils résultent des traités ; elle n'engage point l'avenir et nous laisse maîtres de réparaître, quand et comme nous voudrions, dans la Plata.

Il faut s'attendre seulement à des demandes, plus ou moins nombreuses, de rapatriement de la part de nos nationaux, et à des demandes d'asile de la part des étrangers qui croiraient leur vie menacée : ce sera une source de dépenses. Cependant nous devons ajouter que la conduite du gouvernement argentin, vis à vis des étrangers, est satisfaisante depuis notre dernière rupture ; que le commerce jouit à Buenos Ayres d'une protection et d'une sécurité qu'il n'avait pas encore connues, et qu'en conséquence les demandes de rapatriement et d'asile seront peut-être moins considérables qu'on aurait pu le supposer.

Enfin, si l'on repousse l'idée de l'abandon, alors, de toute nécessité, il faut recourir à une action quelconque, différente de celle exercée jusqu'ici.

Cette action peut emprunter bien des formes.

On peut envoyer immédiatement une expédition ; ce serait là un moyen extrême. On peut se contenter, quant à présent, de préparer les voies à une intervention future, si elle devient nécessaire.

(Continuera.)

On lit dans le *Courrier Français* du 22 décembre ;
Au commencement de la séance, l'Assemblée a statué sur les conclusions du rapport de M. Daru, concernant

le crédit demandé pour les affaires de la Plata.

L'honorable rapporteur réclamait d'urgence le vote d'un crédit de 500,000 fr. destiné à payer les traites échues. Ce vote a eu lieu à la presque unanimité, et la discussion de la question a été réservée pour jeudi prochain.

La Presse nous avait promis sur cette question une série d'articles intitulés *les faits*. Nous lui avons immédiatement prouvé que tous ses faits étaient faux.

Dans notre numéro d'avant-hier, nous avons déclaré à cette feuille que nous savions, à n'en pouvoir douter, que tous ses renseignements sur cette affaire ne lui venaient que des correspondances et journaux de Rosas. Aujourd'hui, elle nous fournit une nouvelle preuve de la vérité de cette assertion. Mais c'est vraiment abuser de la bonne foi de ses lecteurs que d'oser chanter les hautes vertus de Rosas, de cette homme qui, en tant d'occasions s'est fait le bourreau de nos compatriotes.

La Presse use et abuse de la crédulité publique. La croirait-on ? elle a l'audace d'annoncer solennellement, et à grand bruit, la démission de Rosas. — Qui ne sait que, depuis dix-neuf ans, le dictateur argentin a joué, dix-neuf fois cette même comédie ; que, dix-neuf fois, ses très humbles valets, les soi-disant représentants de la province de Buenos Ayres, sont venus se prosterner à ses pieds pour supplier ce tyran, qui ne trône que par la terreur, de daigner conserver encore le pouvoir pour le bonheur de la République ?

Nous avons lieu d'espérer que cette farce de Rosas sera la dernière qu'il jouera. Cet homme a accumulé sur lui tant de haines, il a frappé tant de victimes, qu'il suffira, nous n'en doutons pas, d'une démonstration sérieuse de la part de la France, pour que l'immense majorité des populations se soulève contre lui.

MONTEVIDEO.

21-FÉVRIER 1850.

L'ANGLETERRE DANS LA PLATA.

La frégate anglaise SOUTAMPTON, montée par le commodore Reynold's, a mis à la voile pour Buenos Ayres, samedi dernier, 16, aussitôt l'arrivée en grande rade du vapeur HARRY, venu de Rio de Janeiro.

Nous croyons que M. le commodore, qui a accepté purement et simplement l'héritage de Sir Thomas Herbert dans la Plata, est allé porter à Rosas la ratification du traité Southern et saluer de nouveau S. E. le Gouverneur des Républiques de la Plata, comme on le désigne depuis quelque temps, non sans intention.

Ce qui nous fait supposer que tel est le but du voyage du commodore, c'est d'abord le rapport de M. Daru qui annonce la ratification par l'Angleterre du traité Southern, et c'est ensuite le départ, qui a eu lieu avant hier, du vapeur HARRY pour Buenos Ayres, remorquant après lui, le trois-mâts 25 DE MAYO, l'un des navires de Rosas pris par l'escadre anglo-française en 1845, et qu'en exécution du traité, l'Angleterre doit rendre dans l'état où il se trouvait lors de la capture. Nous savons qu'on n'a pas été sans essayer d'obtenir de M. Le Prédour la restitution des navires argentins, qui sont au pouvoir de l'escadre française, et qu'on n'a rien pu obtenir de notre amiral, qui, en se référant aux ordres de son gouvernement, a dû montrer une fermeté et une dignité qui méritent les plus grands éloges.

Ce n'est pas sans juste motif, on le voit, que le rapporteur de M. Daru reproche à l'Angleterre d'avoir rompu avec nous assez brusquement dans une affaire qui, aux termes des conventions survenues le 25 février 1845 entre les deux gouvernements devait continuer jusqu'à ce que force demeurât au droit.

Mais on le sait, et heureusement la France a pénétré ces vues, c'est plutôt la guerre au Brésil que l'Angleterre veut faire que la paix avec Rosas à qui elle concède tout aujourd'hui, persuadée d'en avoir bon marché le jour où ça lui conviendra ; et puis du même coup, elle continue la guerre contre l'influence française dans la Plata, ce qui n'est pas à dédaigner pour lord Palmerston — ce digne continuateur de M. Pitt, à propos de qui Napoléon disait : « Ce que la postérité reprochera surtout à M. Pitt, ce sera la hideuse école qu'il a laissée après lui, le machiavélisme insolent de celle-ci, son immoralité profonde, son froid égoïsme, son mépris pour le sort des hommes ou la justice des choses. »

C'est du haut de son rocher, que Napoléon qualifiait

ainsi la hideuse école de politique, dont nous voyons aujourd'hui les effets honteux dans la Plata.

Jamais on n'a pu concevoir jusqu'à présent autant d'espoir d'une solution digne, honorable et énergique, dans la question de la Plata — que depuis quelques jours, depuis que la voix de la France s'est fait entendre par l'organe de M. Napoléon Daru, dans le brillant et lucide rapport que nous rapportons dans nos colonnes d'après le *Moniteur*.

Nous avons vu avec joie que cette affaire qu'on regardait comme indechirable avait été comprise par la commission, aussi bien que par les personnes qui ont été le plus à même de l'étudier pendant de longues années et mieux que par la plupart d'entr'elles. C'est la vérité toute entière prise sur le fait, c'est l'appréciation juste et claire des faits et des actes qui se sont consommés dans ces pays, c'est en outre un des exemples rares donnés par l'Assemblée Nationale de la manière nouvelle et large avec laquelle elle envisage les questions politiques ; car les intérêts généraux du commerce, les considérations les plus libérales sur l'application en Amérique du Droit des gens sans restriction aucune, sur la navigation des fleuves, sur l'indépendance des nations ; rien n'a été négligé par la commission dans son lumineux rapport ; faisant abstraction des mesquins intérêts personnels et égoïstes qui cherchaient à égarer son jugement, elle ne s'est occupée que des intérêts généraux du commerce, de la sécurité de ses nationaux, de l'avenir avantageux réservé dans la Plata à l'émigration française, et du sort qui attendrait tous les pays voisins de la Confédération Argentine, dans le cas où l'on ne se déciderait pas à mettre un terme aux envahissements et à la propagande barbare de Rosas.

C'est lorsqu'on voit la France s'occuper avec sollicitude de tant et de si divers intérêts, des siens et de ceux de ses allies, de ceux de ses nationaux comme ceux de l'humanité toute entière, que le Français sent son cœur battre encore avec force dans sa poitrine, parce que cette conduite ne peut être que celle d'une grande et noble nation, et que sans crainte d'être démenti il peut s'écrier : — Non, la France n'a pas dégénéré ! Ah ! le beau rôle qui lui est réservé dans le monde par la Providence elle l'accomplira !

Nous voyons dans ce rapport la confirmation inébranlable de toutes les allegations faites par la presse de Montevideo, depuis le commencement de la lutte. Tous ces faits dénoncés par le persévérant *Comercio del Plata* comme par le *Patriote Français*, sur les vices de Rosas et sur la position infime d'Orbe à son égard, se trouvent vérifiés avec une vigueur qui suffirait pour anéantir tout d'un coup le tyran, avec ses satellites, si ces paroles pouvaient pénétrer jusqu'au milieu de leurs camps.

Ce que nous avons vu avec la plus grande satisfaction, c'est la vote dans laquelle la commission paraît décidée à lancer l'Assemblée Nationale, en mettant sous ses yeux l'avantage énorme qu'a la France à protéger son commerce d'exportation, et par conséquent tous ceux qui s'y livrent et qui le favorisent ; c'est surtout l'espoir d'approbation que donne la Commission aux idées qui ont été émises dans notre journal sur l'émigration et la colonisation française dans la Plata, idées qui pour fructifier ont nécessairement besoin de ce puissant concours. C'est de là, pour nous une douce récompense, car en voyant cette conformité d'idées, nous pouvons espérer que la réalisation en est plus prochaine que nous ne le pensions nous-mêmes, et que nous ne sommes pas si près de l'utopie que quelques graves esprits ont bien voulu le supposer.

Nous persistons à croire que c'est en organisant et en favorisant avec discernement l'émigration des travailleurs pour l'Amérique, que la France obtiendra un des résultats qui sont si nécessaires à sa prospérité et à son repos : procurer de l'emploi lucratif aux bras, augmenter les débouchés et par cela même la production, d'où découle naturellement l'augmentation des salaires en France, sans secousse ni contrainte.

En même temps, par cet accroissement de population dans ces contrées, elle assurerait le repos et la prospérité dans des pays qui, pour être plus riches, n'ont besoin que de bras, et qui pour être tranquilles n'ont besoin que d'être peuplés. Les Etats Unis l'ont parfaitement compris, ils ont adopté ce système, et ils s'en trouvent bien.

Nous devons, pour être justes, nous empresser de reconnaître que la correspondance de M. l'amiral Le Prédour fait honneur à son caractère, et que les considérations qui l'ont sans doute décidé à signer les projets de convention *ad referendum* étaient bien de nature à causer quelque embarras et même à faire naître quelque doute, surtout après avoir été laissé aussi longtemps qu'il l'a

été sans autres instructions que les propositions Bastide, qui ne sont guère plus dignes que les projets de traite, et sans autre moyen d'action que l'ordre répété par trois fois de renvoyer en France une partie de son escadre. Il est de ses positions délicates d'où il est difficile de sortir sans laisser sur le terrain quelques débris accusateurs, mais qui pour compromettre l'homme ne compromettent nullement sa dignité. Les extraits des dépêches de M. Le Prédour, cités par le rapport, nous font penser que telle a été sa position, et nous aidons à la croire, surtout quand nous nous rappelons le langage plein d'énergie et de loyauté qu'il tint à M. de Walewski. Nous regrettons seulement que M. l'amiral se soit plus attaché à l'observation de quelques faits transitoires, dûs à une position exceptionnelle et à une politique de circonstance, qu'à l'étude des faits dans un état normal, et que à cette appréciation élevée et savante qui, sans s'arrêter à une époque isolée, fait juger plus sainement de l'avenir et des destinées réservées à un peuple dont la marche n'est entravée que par des circonstances fortuites et forcées. Nous avons vu avec peine que M. l'amiral ait pris trop au sérieux ses deux projets *ad referendum* et se soit peut-être cru un peu trop forcé à les soutenir et à les faire respecter dans un pays dont ils sacrifiaient violemment les intérêts et les sentiments les plus sacrés. Nous le répétons, il y a eu dans sa position des circonstances tellement atténuantes, qu'elles suffisent à nos yeux pour dissiper le petit nuage qui s'était interposé entre la population française de Montevideo et un officier général pour lequel elle n'a cessé d'avoir la considération et le mérite dûs au poste éminent qu'il occupe dans la marine de la République Française.

On ne se fait plus d'illusion en France sur les secrètes intentions de Rosas, c'est le point important. On sait les vœux qu'il a sur l'Etat Oriental et le Brésil, on sait surtout que s'il a fait respecter nos nationaux à Buenos-Ayres depuis quelques années, ce n'est que par une politique astucieuse et calculée ayant pour but, comme la fort bien dit M. Le Prédour dans sa dépêche du 20 février 1849, de compléter la ruine de Montevideo. On a bien senti que cette sécurité n'était qu'apparente et momentanée, et qu'une fois arrivée à ses fins il ne ménagerait plus ceux qu'il croyait pouvoir faire servir à ses propres vœux, parce qu'il n'en aurait plus besoin. En effet, l'état de quiétude qui régna depuis quelque temps à Buenos Ayres n'est que superflu ; ce n'est pas celui résultant d'une paix, mais bien l'état de repos provenant d'une simple trêve. On frémit en pensant qu'il suffirait d'un seul mot, d'un signe de ce despote redouté pour que les massacres et les assassinats de 1840 et 1842 se renouvelassent avec toutes leurs horreurs. Rosas a bien compris que le point capital pour lui était de faire respecter les étrangers, et pendant ces longues négociations il a cherché habilement à ôter aux puissances cette suprême raison qui les avait armées contre lui ; mais en obéissant pendant quelque temps à ces exigences de l'humanité, il n'a donné, ni voulu donner aucune garantie pour l'avenir. La commission a parfaitement compris que ce n'était pas assez, et l'Assemblée, nous n'en doutons pas, le proclamera hautement et énergiquement.

S'il fallait une autre preuve des bonnes dispositions du gouvernement français, que le rapport de M. Daru, qui a reçu l'approbation du cabinet, nous la trouverions dans le vote qui l'a suivi, sur les conclusions de la commission. On se rappelle que lors du vote du 29 avril, la commission avait proposé de mettre un terme au subsidie, ce qui aurait beaucoup compromis la résistance de la place; cette proposition fut repoussée, et le subsidie continua indéfiniment. Le rapport de la nouvelle commission au contraire, ne s'est pas borné à demander un crédit pour acquiescer les traites échues, mais il en a encore demandé un pour payer celles à échoir jusqu'à fin juin 1850, et ce d'accord avec le ministère. Il est impossible de ne pas voir dans cette disposition, l'intention fermement arrêtée de soutenir Montevideo à tout prix. Eh bien ! la France ne sera pas plus avare de son sang, qu'elle ne l'a été de son or.

C'est dimanche prochain le jour anniversaire de l'admirable révolution de Février 1848; jour glorieux qui n'aurait laissé aucun regret dans les esprits s'il n'avait été suivi des déplorables journées de juin. Néanmoins ces malheurs commencent à s'éloigner, les nouveaux principes, quoique discutés, prennent tous les jours de la force, et le bon esprit du président de la République semble promettre de longues années au gouvernement populaire établi sur la base inébranlable de suffrage universel. Il nous aura suffi de rappeler ce souvenir à nos compatriotes,

pour les voir arborer sur leur maison, en signe de réjouissance, le drapeau aux trois couleurs; et si les temps n'étaient pas aussi malheureux, nous nous attendrions à d'autres fêtes et à voir aussi toutes les maisons illuminées; mais ceux qu'il le voudraient ne le peuvent, ceux qui le pourraient ne le veulent.

On nous informe que plusieurs français riches de Montevideo, auraient eu l'intention philanthropique de se cotiser pour fournir quelques secours aux français nécessiteux, à l'occasion de l'anniversaire du 24 Février. Si cette idée se réalise, nous applaudirons à la générosité de ces bons citoyens qui auront compris que la meilleure manière de fêter un grand jour c'est de rendre tout le monde heureux. Nous pensons que dans une semblable circonstance M. le Chargé d'Affaires, conformément à l'usage établi en France, pourrait disposer aussi d'un petit supplément en faveur des français malheureux, aux besoins desquels il pourvoit déjà en partie: dans ce cas nous nous permettrions de recommander à sa sollicitude les nécessiteux (assez nombreux) qui ne participent point à ces secours.

MONSIEUR DE COMTE DARU.

M. Napoléon Daru, rapporteur de la commission sur les affaires de la Plata, et le fils du comte Daru, qui fut ministre plénipotentiaire à Berlin en 1806 et ministre d'état en 1811. Il a été nommé Pair de France sous la Restauration. En outre, il a laissé un nom célèbre dans la littérature; on a de lui une traduction en vers d'Horace, ainsi qu'une excellente histoire de la République de Venise.

L'empereur a dit de M. Daru que c'était un homme d'une probité extrême, sûr et grand travailleur. Quoi qu'il se fut vivement opposé à la campagne de Russie, dans le sein du Conseil d'Etat, il montra à Moscou la plus grande fermeté, et depuis l'empereur répétait souvent qu'au travail du bœuf il joignait le courage du lion.

Nous ne pouvons résister au plaisir de citer une curieuse anecdote rapportée sur lui, dans le *Mémorial de Sainte Hélène*, pensant que nous ne pouvons faire un meilleur éloge du fils qu'en faisant celui du père.

« Le travail, dit M. De Las Cases, semblait l'élément de M. Daru; il avait toujours rempli tous ses instants; si bien que quand il fut devenu ministre secrétaire d'état, que qu'un le plaignant de l'immensité de travail qui devait l'absorber désormais: « Bien au contraire, répondit-il plaisamment, c'est depuis mes nouvelles fonctions qu'il me semble n'avoir plus rien à faire. » Il s'y trouva pourtant pris une fois. L'empereur l'ayant demandé après minuit pour travailler, M. Daru était tellement accablé de fatigue, qu'il savait à peine ce qu'il écrivait, et que, la nature l'emportant, il s'endormit sur son papier. Après un sommeil profond, venant à rouvrir les yeux, quel fut son saisissement d'apercevoir l'empereur travaillant tranquillement à ses côtés. L'état des bougies l'avertissait assez que son absence devait avoir été longue. Atterré, confondu, ses yeux incertains vinrent rencontrer ceux de l'empereur, qui lui dit: « Eh bien, oui, Monsieur, vous me voyez faisant votre travail, puisque vous n'avez pas voulu le faire. J'ai pensé que vous aviez bien soupé, passé une bonne soirée; mais encore faudrait-il que le travail n'en souffrit point.—Ah! Si, lui dit alors M. Daru, moi, avoir passé une bonne soirée! Voilà plusieurs nuits blanches que je passe au travail, et V. M. vient d'en voir la triste conséquence, qui m'afflige cruellement.—Eh! que ne me disiez-vous cela? lui dit l'empereur, je n'ai point envie de vous tuer; allez vous coucher: bonne nuit, M. Daru. »

Après avoir lu le rapport volumineux, consciencieux et bien écrit que nous donnons dans nos colonnes, et qui cause l'admiration d'une population étonnée de voir que son histoire soit si bien connue et rapportée, on ne manquera pas de s'écrier avec nous: *Tel père, tel fils.*

En outre de tous les journaux qui, en France, ont traité la question de la Plata sous ses aspects divers et que nous reproduisons dans notre feuille; nous avons reçu deux brochures nouvelles que nous reproduisons aussi. L'une porte pour titre: *Resumé des affaires de la Plata*, par M. Adolphe R. Pfeil, qui, nous le pensons, et le délégué à Londres de la population anglaise de la Plata. La seconde a pour titre: *Affaires de la Plata.—Observations sur le projet de convention signés par M. le contre amiral Le Prédour.* Par M. Edmond Blanc, ancien conseiller d'état, ancien député.

TEATRO.

GRAN FUNCION EXTRAORDINARIA.

El Domingo 24 Febrero 1850.

A BENEFICIO DEL JOVEN AMERICANO.

Habiendo convenido el Sr. Carlos Rico con el Sr. Winther, para dar unidos dos funciones, han dispuesto para el día indicado la que tiene el honor de presentar en beneficio del jóven Americano.

Después de una escojida sinfonia dará principio la función con la:

PRIMERA PARTE.

GRAN DANZA EN LA CUERDA.

Por el jóven Americano y el Sr. Winther, quienes la ejecutará con balanza.

SEGUNDA PARTE.

BAILE EN LA CUERDA.

Por Le Petit Amour, y el Sr. Winther sin balanza, presentando algunos trabajos nuevos.

TERCERA PARTE.

Gran escena y aria de la ópera:

ANA BOLENA,

Por el Sr. Rico, música de Donizetti.

CUARTA PARTE.

EL SOLO INGLES.

Bailado por le Petit Amour.

QUINTA PARTE.

Cavatina *Come poteva un angelo*, de la ópera:

I LOMBARDI,

Por el Sr. Rico, música de Verdi.

SESTA PARTE.

GRANDE Y EXTRAORDINARIO BAILE SOBRE DOS CUERDAS.

1º Una introduccion por los dos chicos.—2º El Sr. Winther y su esposa en carácter de viejos bailarín sobre las dos maromas.—3º Mutacion sobre las mismas en que rápidamente se cambiarán de traje y al mismo tiempo de baile.

Este trabajo es ejecutado por primera vez por el Sr. Winther, y tambien en esta capital.

SETIMA PARTE.

El Sr. Rico, en carácter de contrabandista cantará en español la graciosa cancion del *Sonsoniche*, 6 sea

EL JAQUE DE MALAGA ECHANDO UNA SERENATA A SU GACHONA.

OCTAVA Y ULTIMA PARTE.

EL TRIUNFO DE LA PATRIA.

Cuadro mitológico iluminado con fuego blanco, y dedicado al PUEBLO ORIENTAL por el Sr. Winther.

Alegorias que juegan en dicho cuadro—*La Patria*, Marte dios de la guerra—*La Fortuna*, la Fama.

Tal es la función que el jóven Americano presenta en este día a un público tan benigno, y por el cual tiene tantas simpatías.

A las 8 ½ en punto.

A nos Compatriotes.

Le soussigné, amputé des deux bras, préférant devoir son existence à son travail, qu'à la mendicité, et comptant sur la bienveillance de ses compatriotes; s'est mis à vendre des chandelles; pour gagner sa vie; mais des personnes mal intentionnées que l'aspect d'une si grande infortune n'arrêtent pas; répandent le bruit que le soussigné reçoit un secours du Consulat Français.

Cette insinuation est fausse ou complètement erronée. Ce que le soussigné s'empresse de déclarer afin de continuer à mériter la sollicitude que lui témoigne la population de Montevideo.

CARPY.

Demande

Un jeune homme de dix-huit ans, qui vient d'arriver de France, ayant une jolie écriture, et sachant très bien calculer, voudrait se placer dans une maison de commerce, ayant déjà travaillé en qualité de commis.

Il donnera de bons renseignements.
S'adresser au bureau du PATRIOTE.

Teneduria de libros

El que suscribe abrira, el 15 del corriente, un curso teorico y PRÁCTICO de teneduria de libros EN ESPAÑOL, si en aquella fecha se ha podido reunir un número regular de alumnos. En todo caso ofrece dar, desde ahora, lecciones particulares, sea en su casa ó en las de los alumnos.

Los S^{res} que gusten aprovechar de estas ofertas podran apersonarse á la casa n^o 160, calle de Zavala, desde las 10 de la mañana hasta las doce y despues de la oracion.

ARSENE ISABELLE.

Habillements

CONFECTIONNÉS.

CHEZ M. R. CAPMAS.

Rue 25 Mai, n^o 163, á côté de la maison de M. Antonio Montero.

Assortimens varie en habits de drap noir fin; redingotes en drap noir et de couleurs; id. de drap merinos; id. de casimir pour etc; paletots, d'eteen merinos, casimir et autres étoffes; pantalons de casimir noir et de couleurs; id. de drap noir; beaux coupons de casimirs et de dernière mode; gilets de soie; id. de piqué; id. de satin; pantalons de nankin á 3 piastres; gilets de nankin á 2 piastres; pantalons en coutil de couleur á 2 piastres; id. id. autres classes á 12 reaux.

On Achette

Le 10^{me}. volume de la REVUE INDÉPENDANTE publiée á Paris en 1843, á la librairie de D. Jaime Hernandez, rue du 25 Mai.

Avis au Public

Nouveau procedo pour guerir les cors aux pieds. S'adresser calle del Uruguay, n. 60, depuis 3 heures jusqu'à 5 heures de l'apres midi. On ne paye qu'apres parfaite guerison.

AVIS.

L'ancien tir de pistolet rue de la Brecha est ouvert tous les jours, on y donne des leçons de principes aux amateurs, on y trouve des pistolets de qualité supérieure á simple et double detente.

De la place de la Matriz esquina du Cabil-do on voit l'enseigne



La noche del dia 21, á las 11, han sido robadas varias piezas de ropa de uso, 6 cucharas y 1 cucharon de plata con las iniciales E. C.; el que diese noticia de su paradero, en la calle de los Treinta y Tros, n. 213, sera generosamente gratificado.

EMIGRATION ET COLONISATION

DANS

LA PROVINCE BRÉSILIANNE DE RIO GRANDE DU SUD,
LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY
ET TOUT LE BASSIN DE LA PLATA

par

M. ARSENE ISABELLE.

Ancien chancelier du Consulat Général de France. —
Auteur du Voyage á Buenos Ayres et á Porto Alegre, de notes commerciales et de plusieurs autres écrits sur Montevideo.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Cet ouvrage formera une belle brochure in 8^o, d'une centaine de pages imprimées en caractères neufs et soigneusement corrigées. Il sera divisé en trois parties distinctes, et en chapitres portant chacun un titre ou une courte analyse des matières qu'il contiendra. Il sera de plus précédé d'une introduction et terminé par des notes explicatives et une table des matières. Le prix de chaque exemplaire sera de demi patacon pour les souscripteurs, et de six reaux courans pour les non souscripteurs. Celui qui souscrira pour douze exemplaires recevra un treizième gratis.

ON PEUT SOUSCRIRE.

Chez M. Arsène Isabelle, rue de Zavala, n^o 160. — A la librairie de Hernandez, á la librairie neuve, et á l'imprimerie française, rue du 25 Mai.

Le Prospectus de l'ouvrage, se trouvera joint aux listes de souscription.

Idioma Francés.

Desde hoy ofrezco dar lecciones de este idioma segun los principios de Chantreau y de Harmonière.

Ocurrase á la casa N^o 160 calle de Zavala.

ARSENE ISABELLE.

H. LAGOUARDERE.

Relieur.

RUE DES 33 N^o 46.

A l'honneur de prevenir le public qu'il vient de rouvrir son établissement de relieur. Les personnes qui voudront l'honorer de leur confiance seront servies avec la même exactitude qu'antérieurement. Il se charge de la confection des livres pour les maisons de commerce et il se charge de faire toute sorte d'ouvrages en carton, il repare aussi les livres de commerce á domicile.

AVIS.

Nous recommandons á l'humanité de nos compatriotes le nommé CARPI, qui a perdu les deux bras par suite d'un accident déplorable et qui, au lieu de se livrer á la mendicité, á mieux aime, quelque pénible que soit ce travail, courir la ville et vendre des chandelles. Nous ne doutons nullement que tous les Français lui donnerons la préférence pour leur consommation domestique.

Gants et Cravattes.

Gants de chevreau de couleur pour hommes et pour dames; un riche assortiment de cravattes nouvelles et de parfumerie fine. En vente chez F. Martin, coiffeur, rue du 25 Mai, n. 251, maison du consul italien.

Hamard, coiffeur, rue du 25 de mai, n. 129 á l'honneur de prevenir les elegans de cette capitale qu'il vient de recevoir un riche assortiment de cravattes de satin, du dernier goát qu'il vendra au plus juste prix.

On demande.

Une maison spacieuse, ayant citerne et lieux, située dans une des rues voisines du Môle principal.

S'adresser au bureau du « Patriote ».

montrichar.

RUE DU JUNCAL, N^o 46.

Arrange les vieux chapeaux qu'il met á neuf, blanchit les chapeaux de paille en toute perfection.

Les ouvrages suivants reliés ou brochés sont en vente á l'imprimerie du Patriote.

Les Peches Capitaux, — L'Orgueil.

Les Peches Mignons.

Gingènes ou Lyon en 1793.

Les Mystères de l'Inquisition.

La Gorgone.

Le Juif-Errant.

Les Mystères de Paris.

Tous ces ouvrages se vendent au Rabais.

EN FEUILLETONS.

Le fils de l'Empereur.

Les Mystères de Sainte Helène.

Le Sansonnet.

Nous invitons les personnes qui desireraient se procurer le premier ouvrage en entier de la collection des SEPT PECHES CAPITALAUX, á adresser sans retard leurs demandes á l'imprimerie du journal, où il ne s'en trouve que très peu d'exemplaires.

AVIS.

M. Auguste Chadafau, prévient le public et principalement les cafetiers, qu'il vient d'ouvrir une fabrique de liqueurs et de sirops, dans la rue du 18 Juillet n. 82; il prévient aussi les amateurs de bon gout qu'il a reçu de France, toutes espèces de jus et fruits pour faire toutes sortes de sirops, comme

sirop de limon ou de citron,
idem de vinaigre,
idem de vinaigre framboisé,
idem de groseille,
idem de framboise,
idem d'orgeat,
idem orangeade.

le tout au prix d'une pataque la bouteille et 4 400 reis la douzaine.

On trouvera dans le même établissement toutes sortes de jus de fruits pour faire les gâteaux et glaces et un grand assortiment de liqueurs et d'eau de vie á un prix très modéré.

DENTISTE.

Napoleon Aubanel, déjà connu á Montevideo, ou il exerce sa profession depuis plusieurs années, á l'honneur d'annoncer á ses habitants qu'il a transféré son domicile dans le logement qu'occupait le defun Frederic Vaniseghen.

On trouve chez lui un grand assortiment de dents naturelles idem de composition dite incorruptibles et tout ce qui concerne sa profession.

Les personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance, le trouveront chez lui depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures apres midi. — Il se transportera aussi á domicile

Il offre aux indigents ses soins gratuitement depuis midi jusqu'à deux heures.

Rue des Missiones, n^o 118.

Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS, rue Perez Castellanos, n^o 162.